

## Débat national sur l'Ecole

### I. Définir les missions de l'Ecole

*Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ? Comment doit-elle s'adapter à la diversité des élèves et améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?*

1) Comment concilier promotion par le mérite et nécessité de donner à tous une culture de base ?

La notion de culture de base est sujette à discussion. Par delà les savoirs élémentaires : lire, écrire, compter, elle mérite quelques éclaircissements. La liaison entre un socle commun de connaissances et la valorisation des qualités propres à chacun constitue un profond dilemme. Néanmoins, la perspective d'une école uniquement tournée vers la **reconnaissance d'une hiérarchie de talents** et la **volonté de sélection** est à **proscrire**.

Le socle commun d'une culture de base reste **incontournable**.

2) De quelle manière mettre en œuvre la volonté de « donner plus à ceux qui ont moins » ? Comment définir les populations d'élèves en difficulté et selon quels critères ?

Le seul critère économique, de même que celui d'héritage culturel familial, n'épuisent pas les causes de difficultés des élèves. En conséquence, **seul le traitement individuel de ces élèves s'impose comme la méthode la plus efficace pour cibler les handicaps de chacun**. Il va de soi qu'une telle démarche individualisée est coûteuse en temps et suppose de nouveaux moyens. La scolarisation actuelle vise à apporter plus aux élèves les plus fragiles mais beaucoup reste à faire. A cet égard, la **déperdition progressive des internats**, qui ont pour avantage de concentrer l'élève sur la vie scolaire, est signalée comme une **évolution négative**.

Les parents d'élèves dénoncent le fait **qu'il n'y ait pas de ZEP en milieu rural**. Pourquoi ?

La question de la disponibilité des enseignants est ainsi posée : Pour certains, la présence d'enseignants disponibles, en dehors des heures de cours, offrirait de plus grandes chances aux élèves. Encore faudrait-il qu'ils disposent de bureaux ou de structures d'accueil !

3) Quelle diversité de rythmes et de voies proposer aux élèves ?

Plutôt que de favoriser la diversité, il conviendrait d'**atténuer les rythmes scolaires**. L'inattention, les difficultés de concentration et d'apprentissage résident dans un **volume horaire trop important**. La diversité des voies ne paraît pas poser de problèmes. Mais le choix des filières techniques ou professionnelles semble trop fréquemment relever de la contrainte et souffrent d'une **image parfois dépréciée**.

Pour les parents il y a trop d'options et il faudrait permettre aux élèves d'avancer à leur propre rythme. Pourquoi ne pas expérimenter des 2<sup>nd</sup>e et 1<sup>ère</sup> en 3ans ?

4) Comment permettre aux enseignants et aux élèves du collège de mieux connaître les formations professionnelles ?

Elles sont connues mais les catégories d'emplois qu'elles offrent sont souvent **déconsidérées par les élèves eux mêmes**.

En cela, l'école ne peut, à elle seule, résoudre l'ensemble des questions économiques et sociales et le manque d'attrait de certains métiers. C'est par la promotion de bons emplois dans les métiers techniques que l'on développera les voies professionnelles. La relation de causalité n'est donc pas celle que l'on croit, même si certains secteurs manquent d'employés qualifiés.

Il est rappelé que les politiques de pré-orientation pratiquées dans certains pays conduisent le plus souvent à affaiblir le niveau général des publics scolarisés, réduisant ainsi les chances de former une main d'œuvre qualifiée.

Pour les parents d'élèves il faut **impérativement développer l'information sur les métiers** et **revoir l'image de ces métiers**.

5) Comment améliorer les formations professionnelles et l'efficacité de la coopération entre l'Ecole et l'entreprise.

L'école conditionne le devenir économique des individus. Les débouchés professionnels ne sont pas ignorés par les enseignants et l'équipe éducative. Bien connaître le tissu économique local et les évolutions du bassin d'emploi sur lequel se situe l'établissement est un **impératif**.

Toutefois, la place de l'entreprise dans l'école est **controversée** en raison des objectifs distincts de ces 2 institutions : activité de production et de rentabilité pour l'une, formation aux savoirs pour l'autre.

Un constat est cependant **unanime** : il faut une école proche de la société et donc des entreprises.

## II. Faire réussir les élèves

*Quelles doivent-êre les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves ? Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent ils favoriser la réussite scolaire ?*

1) Comment dans l'évaluation sanctionner les erreurs sans décourager les réussites ?

L'évaluation est tiraillée entre une visée **formative** et une visée **certificative**. La première vise à s'assurer que l'élève progresse effectivement ; la seconde renvoie à la nécessité d'évaluer selon des d éfinies par les examens.

Il ne saurait y avoir d'évaluation **sans norme de référence**.

Toutefois, l'idée d'une évaluation positive fondée sur la transparence des attentes des professeurs peut constituer une voie médiane : un contrat entre l'élève et l'enseignant.

Les **fiches contrat** utilisées dans la pédagogie par objectifs des Lycées Professionnels devraient être **transposées dans les lycées**, afin d'éviter le **découragement** et la **démotivation des élèves**.

2) Comment améliorer la lisibilité de l'école pour mieux partager ses objectifs avec les familles ?

Eduquer les parents paraît aussi important que d'éduquer les enfants. Les enseignants réclament une relation plus soutenue avec les familles qui sont pour beaucoup dans la motivation et l'encadrement des élèves. L'intérêt des familles pour la scolarité de leurs enfants est **loin d'être uniforme**. Là où la famille est absente, l'école peine à s'y substituer, même partiellement, faute de moyens suffisants : notamment en matière d'Assistants sociales et d'aide-éducateurs.

Pour les familles il est **impératif de redéfinir clairement la ou les missions de l'école**. Trop de réformes successives ont brouillé une définition claire et le débat philosophique éduquer/instruire vient perturber davantage la lisibilité des objectifs. L'école doit **qualifier au mieux** l'élève sans interférer dans sa culture personnelle d'origine.

Chaque personnel doit **connaître précisément son rôle et adhérer aux objectifs clairs fixés par la nation**.

## III. Améliorer le fonctionnement de l'école

*Comment définir les rôles et responsabilités de l'état et des collectivités locales ? Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?*

1) L'efficacité de l'Ecole exige-t-elle plus de décentralisation ?

Au cours des débats, la **question des moyens** prime sur tout autre. Décentralisation ou pas, l'essentiel reste de savoir si les moyens d'un exercice professionnel adéquat sont permis ou non.

La décentralisation paraît permettre une certaine efficacité même s'il faut éviter qu'elle génère clientélisme et **inégalités dans l'offre des services**.

La décentralisation doit être un outil de **rapprochement** et en aucun cas un **moyen pour l'Etat de se désengager de ses responsabilités financières**.

2) Faut-il développer les métiers de l'éducation et de la vie scolaire et mieux les articuler avec l'enseignement ?

Plusieurs participants assimilent cette question à un truisme et répondent positivement sans la moindre hésitation. Il est urgent de remettre des adultes en nombre pour la surveillance, l'orientation, l'accueil à vocation sociale et le tutorat éducatif.

La question de la médecine scolaire est soulevée tant les besoins sont criants : **le dépistage des troubles de l'apprentissage** ne peut plus s'effectuer correctement alors même qu'il est primordial pour l'élève.

Pourquoi les personnels de l'Education Nationale n'ont plus **aucun suivi médical** en particulier pour ceux qui sont traumatisés par des situations conflictuelles.

## PROPOSITIONS

1. Libérer un volant horaire par la suppression d'enseignements tels ECJS et TPE, heurs qui seraient mutualisées et mises à disposition des équipes pédagogiques pour la concertation, le développement de la transversalité et le travail individualisé auprès des élèves.

2. Afin d'améliorer la lisibilité de l'école, l'état doit définir précisément les missions de chaque personnel afin qu'une déclinaison par grands objectifs soit possible entre les parents, les partenaires et les acteurs de l'éducation.

3. Encourager fortement tous les acteurs du système éducatif à aller en stage long dans les entreprises.